

---

# Rapport présidentiel

## Groupe des Spécialistes des Rhinos africains

Martin Brooks

Natal Parks Board, P.O. Box 662, Pietermaritzburg 3200, South Africa

Le Groupe des Spécialistes des Rhinos Africains (GSRA), lors de sa réunion de la fin de 1992, au Zimbabwe, a identifié les plus importantes populations de rhinocéros qui restent en Afrique et a évalué un certain nombre de projets considérés comme étant de première importance pour la survie des rhinos africains (voir *Pachyderm*, n°16). Ainsi, il a donné l'orientation et le dynamisme nécessaires à nombre d'initiatives prévues pour 1993.

Cette année, et c'est très décevant, a vu la poursuite d'une diminution rapide des populations de rhinos du Zimbabwe et l'intensification des activités de braconnage en Afrique du Sud qui abrite tellement de populations-clefs de rhinos noirs et de rhinos blancs. Cependant, aspect positif, il y a eu un certain nombre d'initiatives encourageantes.

L'attention s'est concentrée sur la réunion de l'UNEP, des pays donateurs et de ceux où vivent des rhinos, qui s'est tenue à Nairobi du 28 juin au 3 juillet 1993. Pour la préparer, Rob Brett, vice-président du GSRA, a assisté à la réunion préliminaire en décembre 1992, et les pays où vivent des rhinos ont ébauché des propositions de projets supplémentaires à prendre en compte. Le but de la réunion principale était de rassembler les représentants des pays africains et asiatiques qui hébergent des rhinos, des principaux pays donateurs et de ceux où le commerce de corne de rhino se poursuit, dans l'espoir d'assurer des financements supplémentaires pour la conservation des rhinos et de se mettre d'accord sur ceux des nombreux projets présentés qui seraient trouvés les plus importants. On adopta la façon d'identifier les projets prioritaires qui avait été mise au point par le GSRA lors de sa dernière réunion ; elle semble avoir aidé les agences et les pays donateurs lors de leurs délibérations. Etant donné que l'on ne nous a annoncé que de faibles nouveaux financements et que le niveau actuel de financement reste très en-deçà des 30 à 40 millions de US\$ dont a

besoin le rhino africain, nous pouvons seulement insister auprès des agences et des pays donateurs pour qu'ils redoublent d'efforts afin de trouver des fonds supplémentaires, de manière à financer au moins ceux des projets dont l'importance est la plus vitale.

Un certain nombre de projets ont gagné l'attention spéciale du GSRA, et des progrès appréciables ont pu être réalisés. On a développé avec succès des plans d'action pour la conservation des populations de rhinos noirs au Cameroun et en Tanzanie lors d'ateliers organisés par les états respectifs; ils ont été présentés à la réunion de l'UNEP pour obtenir un support international. Des initiatives sont en cours pour assurer le financement de leur réalisation. On s'est assuré l'appui pour l'emploi d'un responsable scientifique pour le GSRA et l'on n'a plus besoin que de quelques subsides supplémentaires. Le projet d'étude de l'offre et de la demande, et des facteurs commerciaux dans le marché noir, sous différents régimes de commerce, semble en bonne voie et l'on prévoit la tenue d'un atelier pour la rédaction d'un manuel sur les techniques de recherches sur le rhino africain.

A court terme, la seule considération très importante pour la survie des rhinos africains reste le développement de réseaux de renseignements efficaces et de moyens de faire respecter la loi dans tous les pays où vivent des rhinos. Ceci ne peut se réaliser de façon valable qu'avec une étroite collaboration des pays concernés. Le financement international est évidemment nécessaire pour y arriver mais l'implication totale des gouvernements africains est aussi un des ingrédients essentiels pour en assurer la réussite. C'est pourquoi je voudrais faire appel à tous les donateurs actuels et potentiels pour qu'ils considèrent très sérieusement la possibilité d'assurer la sécurité d'une ou de plusieurs populations clefs jusque et même au-delà de l'an 2000, et de contribuer à tout programme multinational qui aurait pour but d'éliminer les activités de trafic illégal.